

Hantées par la question de l'emploi et emportées par l'impératif de communication, nos sociétés ne projettent-elles pas sur les décisions des dirigeants un regard antinomique ? Ici, ils sont voués aux gémonies car identifiés au Moloch par lequel le drame du chômage survient. Là au contraire, ils accèdent au statut de sauveurs qui pourvoient en emplois une zone sinistrée.

Le souci de rationalisation, toujours plus présent dans les organisations productives, entre en tension avec des attentes sociétales. Les exigences de sécurité, de protection de l'environnement, de développement humain... devraient être portées par les entreprises. Ainsi, du fait d'un relatif effacement de l'action politique, il leur est demandé d'adopter un engagement pluriel qui leur vaudrait le qualificatif de " citoyennes ". Au travers de ses choix stratégiques et de l'action quotidienne de ses dirigeants, l'entreprise est ainsi conduite à intégrer des critères d'évaluation multiples : contribuer au développement économique local ou national, assurer son propre essor, participer à la réalisation d'objectifs sociétaux, offrir des trajectoires professionnelles gratifiantes à ses personnels... En outre, les attentes des détenteurs du capital deviennent de plus en plus prégnantes. Elles imposent tout à la fois une gestion hardie, gage de taux de rentabilité élevés à court terme, et une vision à moyen terme, qui fonde la valeur de l'investissement.

L'action dirigeante se transforme. Confrontée à la complexité, elle apparaît de moins en moins programmable. A l'intersection des regards des praticiens et des chercheurs, Sociologies Pratiques se propose, à travers deux livraisons successives, de questionner l'action dirigeante. Ce numéro s'attache à identifier les évolutions de l'entreprise et de l'environnement socio-économique qui tendent actuellement à modifier les pratiques des dirigeants.

Les propos d'Antoine Blavignac et de Michel Bauer ouvrent le présent numéro en apportant un diagnostic croisé sur l'incidence de la financiarisation de l'économie et de l'ouverture des marchés sur l'action dirigeante. Selon eux, on assiste aujourd'hui à de profondes évolutions qui ne peuvent être sans incidence, à terme, sur les modes de gestion des entreprises et sur les compromis sociaux.

D'autres contributions alimentent ce diagnostic, mais en se centrant sur les conditions locales de gestion dans divers contextes économiques. Jérôme Chardeyron et Marc Viel nous font découvrir le monde de l'industrie de la viande, haut lieu contemporain de l'intensification des

contraintes de marché. Ils insistent tout particulièrement sur les questions sociales que soulève une gestion centrée sur la flexibilité, pour en déduire quelques pistes de réflexion sur l'orientation de leur métier de préventeurs en santé et sécurité du travail. Lucile Fricot se penche, quant à elle, sur l'action territoriale pour mettre en évidence les contraintes que véhicule un tissu économique de très petites entreprises sur l'action régionale. Une approche fine des logiques et ressources des TPE rend compte de la complexité de la conception d'une offre de formation régionale orientée vers le développement ; complexité qui ne manque pas d'interpeller les modes de décision locaux, leurs fondements conceptuels et culturels, ceux-ci devenant, selon l'auteur, un objet d'intervention nécessaire. Enfin, Renaud Sainsaulieu propose une réflexion sur les conséquences sociales de la mondialisation. Il souligne l'impact de l'internationalisation et de la gouvernance des entreprises sur les collectifs de travail qui génèrent actuellement, y compris chez les cadres, de graves troubles. Il s'interroge sur les bases d'une nécessaire et nouvelle légitimité des entreprises.

Un autre éclairage sur l'évolution des contextes de l'action dirigeante est apporté par trois contributions centrées sur l'action dirigeante elle-même. On suit, avec l'article de Marcel Jaeger, le parcours, puis la réflexion stratégique d'un dirigeant-sociologue confronté à une problématique de modernisation. L'auteur montre comment la sociologie constitue l'une des ressources concrètes du dirigeant pour concevoir, mettre en œuvre et accompagner des processus d'apprentissage collectif. En décrivant le contexte de changement de son organisation, il illustre par ailleurs clairement le type de défi auquel les dirigeants d'organisation peuvent être confrontés de nos jours. Dans une autre contribution, nous découvrons avec Odile Piriou la figure émergente du sociologue-manager, identifiée dans une enquête portant sur les professionnels formés en sciences sociales. Elle montre le type de pratiques que mettent en œuvre ces praticiens ainsi que les divers réseaux sociaux sur lesquels ils appuient leur action. Au travers de ces analyses, elle nous propose in fine de questionner sous un jour nouveau le traditionnel débat entre observation et action. Dans une approche complémentaire, la contribution de Muriel Leselbaum investit le champ plus secret des logiques de l'action dirigeante. Basée sur une enquête auprès de cadres dirigeants en situation de conception de politiques de gestion, son analyse conduit à identifier trois "modèles d'action" distincts, qui tendent à inscrire l'action dirigeante, si souvent caricaturée, dans une réalité nuancée. Par cette différenciation s'exprime, là encore, la complexification des contraintes et réalités socio-économiques que les acteurs dirigeants doivent intégrer dans leurs décisions.

Enfin, le numéro propose une réflexion sur la notion de "responsabilité" des dirigeants. Dans son article, Laurence Barrand rend compte de différentes conceptions et réflexions disciplinaires autour de cette notion : le droit en particulier, mais aussi l'économie et la philosophie, pour tracer les pistes d'une approche résolument sociologique de la responsabilité.

Au travers des ces différentes contributions, le lecteur est amené à considérer qu'au regard des caractères multiformes des logiques à l'œuvre dans les organisations productives, le modèle qui lie connaissance et décision, s'il demeure le socle de l'action dirigeante, est aujourd'hui bousculé par la réalité. Les contextes, contraintes et marges de manœuvre des acteurs dirigeants évoluent très sensiblement, en ouvrant de nouvelles voies de compréhension et d'intervention.

Dans sa prochaine livraison, Sociologies Pratiques abordera la question de l'utilité des sciences sociales pour l'action dirigeante. Comment des référentiels sociologiques se transposent-ils dans l'action ? Dans quels contextes les dirigeants recourent-ils aux sciences sociales ? Quelles réflexions pratiques suggèrent, en retour, des expériences de confrontation entre la production de connaissance et l'action dirigeante ?... autant de questions qui compléteront le présent volume.